

Albi. Les travailleurs de l'amiante veulent être indemnisés

Devant les Prud'hommes ce lundi, 24 ex-salariés d'Eternit Albi vont faire valoir le préjudice économique lié à leur départ en retraite anticipé.



Florence Quintin, vice-présidente de l'ADDEVA 81, consulte les 24 dossiers. Photo DDM, Émilie Cayre

Albi sera ce lundi le symbole national d'une lutte et d'un scandale. La lutte, c'est celle que mènent depuis des années, et pas uniquement en France du reste, tous ces salariés qui ont été exposés, durant leur activité professionnelle, à l'amiante. Certains en sont morts, beaucoup sont tombés malades, comme Serge Imbert, de Florentin. Entré en 1973 comme botteleur à l'usine Eternit de Terssac, il a ignoré pendant des années que « c'était du poison qu'il amenait à la maison dans ses poches », sans parler « des wagons d'amiante qu'on déchargeait à mains nues ». Serge a été mis en préretraite en 2003. Diagnostic : « des tâches pleurales aux poumons, des épaissements comme disent les docteurs ». Ce lundi, avec 23 de ses anciens collègues de l'usine de Terssac, il demandera des comptes à Eternit.

L'association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) a saisi en effet le conseil des Prud'hommes d'Albi pour faire valoir le préjudice économique subi par ces ex-salariés, partis en préretraite. L'Addeva 81, qui a monté ces 24 dossiers depuis 2007, s'appuie sur un arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 18 septembre 2008. « La loi prévoit que des salariés ayant été exposés aux fibres d'amiante peuvent bénéficier d'un départ anticipé au prorata des années d'exposition. Ils perçoivent une rémunération de 65 % du salaire brut jusqu'à l'âge requis pour bénéficier de la retraite.

Les salariés subissent donc une perte de salaire et nous demandons que l'employeur, dont la faute inexcusable a été reconnue devant les tribunaux des affaires de sécurité sociale, complète le salaire jusqu'à l'âge de la retraite », rappelle Jean-Marie Birbes, président de l'Addeva 81.

La Cour d'appel de Paris avait considéré que les 36 salariés de ZF Masson, une entreprise basée dans l'Yonne, « pouvaient réclamer des dommages et intérêts » puisqu'ayant subi « un préjudice économique direct ». Un jugement identique a été rendu en juin 2008 par le conseil des Prud'hommes de Bergerac au bénéfice de 17 salariés d'Ahlstrom. « À Albi, ce sera le premier procès concernant Eternit », souligne Christiane Quintin, vice-présidente de l'Addeva 81. Bien sûr, elle sait bien que, comme à Bergerac, la multinationale fera appel en cas de décision défavorable. « Pour l'affaire de Sens, c'est en attente de résultat de la Cour de cassation. »

Le combat judiciaire sera long, ici aussi. L'audience de cet après-midi verra un face à face entre deux ténors du barreau parisien : Me Jean-Paul Tessonnières, avocat de l'Andeva et Me Philippe Plichon, défenseur d'Eternit.

Pour les travailleurs de l'amiante, l'essentiel est ailleurs. « Ils ne veulent pas qu'Eternit gagne encore de l'argent sur leur dos. Un profond ressentiment les anime », reconnaît Christiane Quintin, qui parle d'une « triple injustice » : « ils sont malades ou peuvent l'être ; ils ont dû quitter leur travail ou ont été contraints de démissionner et certains, les plus jeunes, ont été privés d'une évolution de carrière encore possible ».

« Si je n'avais pas été malade, j'aurais travaillé jusqu'en 2013 », calcule Serge Imbert. Au lieu de quoi, cet homme digne dans la douleur en est réduit à profiter de chaque jour qui passe, aux côtés de ceux qu'il aime.

Des délégations de toute la France

Il devrait y avoir du monde, aujourd'hui à partir de 13 h 30, devant le palais de justice d'Albi. L'Addeva 81, présidée par Jean-Marie Birbes, attend une centaine d'adhérents. « Même si nous avons dissous l'association régionale, nous avons encore des sympathisants dans d'autres départements de Midi-Pyrénées dont nous suivons encore les dossiers », précise Christiane Quintin. L'association départementale dont le siège est à Florentin a aussi invité des délégations de l'Ardeva Sud-Est et Corse, Monique Nowak représentant les salariés Eternit de Caronte (13), Étienne Bourelly et Elisabeth Thomas ceux de Canari (Haute-Corse). Jean-François Bordes sera là pour les « Eternit » de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire). L'Andeva a aussi invité à Albi Patrick Herman, le président national de Ban Asbestos France qui lutte lui aussi contre les dangers de l'amiante.